

- premièrement, déchirer l'Accord de libre-échange;
- deuxièmement, chercher à conclure des accords commerciaux par secteur avec les États-Unis; et
- troisièmement, s'en remettre au GATT pour régler les problèmes de commerce avec les États-Unis.

Si le Canada déchire l'Accord de libre-échange, les conséquences pour lui seraient:

- de renoncer à d'importantes améliorations en ce qui touche l'accès au marché américain;
- de renoncer aux avantages obtenus en consultant d'autres partenaires commerciaux dans le cadre des négociations commerciales multilatérales (étant donné que nous avons déjà réglé de nombreux problèmes bilatéraux avec les États-Unis grâce à l'Accord de libre-échange); et
- de rendre le Canada plus vulnérable aux mesures protectionnistes prises unilatéralement par les Américains.

L'opposition peut, si elle le désire, remettre en question les avantages de l'Accord de libre-échange, mais ce faisant, elle contredit toutes les grandes analyses économiques indépendantes, les industries et les exportateurs canadiens, ainsi que les Premiers ministres de huit provinces. Tous sont convaincus que déchirer l'Accord serait préjudiciable au Canada.

La "solution de rechange" que représente des accords commerciaux par secteur avec les États-Unis ne propose en fait absolument rien en échange.

La conclusion d'accords sectoriels n'est pas conforme au GATT. (L'article XXIV du GATT autorise la conclusion d'accords généraux de libre-échange, comme celui que nous avons négocié avec les États-Unis, mais non d'accords sectoriels). De tels accords entraîneraient des mesures de représailles de la part des membres du GATT. Même s'il était possible d'obtenir d'autres membres du GATT qu'ils s'abstiennent, ils réclameraient probablement en échange des compensations.

Quoi qu'il en soit, les chances de pouvoir conclure des accords sectoriels avec les États-Unis sont nulles. Le gouvernement Trudeau a essayé l'approche sectorielle en 1983-1984, et cela n'a rien donné. La raison en est simple; les États-Unis et le Canada ne chercheraient à se prévaloir du commerce sectoriel que si chacun y voyait un avantage pour lui-même. Gerald Reagan, qui a envisagé l'option du commerce sectoriel dans le gouvernement de M. Trudeau, a déclaré qu'elle n'aboutirait à rien. Il est totalement en faveur de l'Accord de libre-échange.